

# Affaire Baraona - arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987.

Registry of the Court, Council of Europe - Université Panthéon

Description: -

- Architecture -- Psychological aspects.
- Lost architecture.
- Architecture -- Conservation and restoration.
- Buildings -- Remodeling for other use.
- Architecture, Modern -- 20th century.
- Quintets (Oboe, harp, violin, viola, violoncello)
- Agriculture -- Russia.
- Due process of law -- Portugal.
- Equality before the law -- Portugal.
- Baraona, Joachim, -- 1930- -- Trials, litigation, etc. Affaire Baraona - arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987.

- Monografias del Museo Nacional de Ciencias Naturales -- 17.
- Monografias / Museo Nacional de Ciencias Naturales, Consejo Superior de Investigaciones Científicas -- 17
- Publications of the European Court of Human Rights. Series A, Judgments and decisions -- 122 Affaire Baraona - arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987.
- Notes: Text in English and French on opposite pages numbered in duplicate.
- This edition was published in 1987



Filesize: 25.42 MB

Tags: #EUR

Université Panthéon

En effet, la liberté ayant pour corollaire une absence de contrôle, semble alors discrétionnaire ce qui n'est pas contrôlé, d'où la définition du pouvoir discrétionnaire tant par son régime de liberté que par son statut juridictionnel 150. Cependant le renvoi du droit international au droit interne peut également être implicite.

**Affaire Baraona : arrêt du 8 juillet 1987 = Baraona case : judgment of 8 July 1987 in SearchWorks catalog**

Le fondement de cette exigence est évident et a été clairement explicité par Vattel pour qui «des délais déraisonnables du procès 240 Arrêt Rachdad c. C est donc une erreur sur l'existence de laquelle on ne puisse avoir de doute qui se trouve à l'origine de la responsabilité internationale de l'Etat pour les décisions de justice nationales.

## AFFAIRE BARAONA c. PORTUGAL

C'est ainsi que, dans sa thèse 6, P. Ce sont essentiellement les actes du pouvoir judiciaire dans son ensemble qui sont concernés par cet impératif, mais pas seulement : ainsi, la violation de la présomption d'innocence peut-elle aussi s'apprécier au travers d'éléments extrinsèques au procès, tels que la publicité faite par les médias 276, car la présomption d'innocence ne se limite pas au cadre étroit du procès mais exige «qu'aucun représentant de l'Etat ne déclare une personne coupable d'une infraction avant que sa culpabilité n'ait été légalement établie» 277, de même qu'elle met à la charge de toutes les autorités de l'Etat l'obligation de réprimer les préjugés quant à l'issue du procès 278, en obligeant, par exemple, l'Etat à empêcher un procès par voie de presse, car «une campagne de presse virulente est dans certains 273. À cet égard, la Cour EDH ne précise pas clairement s'il s'agit d'un aspect spécifique de l'équité ou de l'impartialité du tribunal mais, ainsi que le notait le juge Zupancic, équité et impartialité sont des garanties du procès équitables difficilement dissociables. Lettonie, 9 mars 2006, Rec III extraits, req.

## CURIA

En effet, si l'obligation internationale violée est effectivement de nature procédurale, rien n'empêche de distinguer, par souci de clarté, entre les dénis de justice, dits procéduraux parce que résultant des défauts apparents de procédure judiciaire, et le déni de justice, dit substantiel parce que

lié à la substance du jugement, même si celle-ci ne fait, en réalité, que révéler un défaut d'administration de la justice formelle. Cette conduite, définie dans la jurisprudence classique comme la pratique moyenne des nations civilisées est une conduite normale, au sens de moyenne, parce qu'induite des comportements les plus nombreux. Ainsi le déni de justice est-il un unique fait internationalement illicite, découlant de 86 La question sera abordée plus en détails dans la partie Affaire Martini c.

#### **AFFAIRE BARAONA c. PORTUGAL**

La demande de la Commission renvoie aux articles 44 et 48 art.

#### **EUR**

L'Italie avait alors demandé son extradition, qui avait été refusée suite à un avis défavorable rendu par la Cour d'appel de Limoges.

#### **Université Panthéon**

Il ne rendit la décision préparatoire que le 30 décembre 1983, donc après avoir attendu ce document pendant dix mois.

## Related Books

- [1999 National Science Bowl, April 30-May 3, 1999](#)
- [Quilts, the permanent collection--MAQS.](#)
- [Histoire de la Grèce moderne.](#)
- [Introduction to solid state physics.](#)
- [Women and comedy - rewriting the British theatrical tradition](#)